



Insertion Formation Animation Individualisée pour Réussir
Association loi 1901
Espace Saint Léger
9 rue Vigor
27000 EVREUX
SIRENE 400 876 066

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Insertion Formation Animation Individualisée pour Réussir
Association loi 1901
Espace Saint Léger
9 rue Vigor
27000 EVREUX
SIRENE 400 876 066

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association IFAIR,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IFAIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les informations fournies dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Ville d'Avray, le 25 mars 2025



COMMISSARIAT AUX COMPTES

Représentée par Christian DÉTRÉ
Commissaire aux Comptes



Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Association IFAIR

ACTIF	31-déc.-24			31-déc.-23
	Brut	Amort-Prov	Net	
Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, etc... Autres Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains Constructions Installations techniques, matériels et outillages Autres Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes sur immobilisations corporelles Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	59 990 305 912	40 613 200 957	19 377 104 955	26 457 104 710
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	365 902	241 570	124 332	131 167
Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	5 000 2 809		5 000 2 809	5 000 2 809
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	7 809		7 809	7 809
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	373 711	241 570	132 141	138 976
Matières premières et consommables En-cours de biens et services Produits intermédiaires et finis Marchandises				
STOCKS ET EN COURS				
Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par les ou donations Autres créances	16 031 2 651		16 031 2 651	48 016 966
CRÉANCES	18 682		18 682	48 981
Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités	203 822		203 822	236 407
TRÉSORERIE	203 822		203 822	236 407
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	3 835		3 835	43
TOTAL ACTIF CIRCULANT	226 340		226 340	285 432
Frais d'émission des emprunts Primes de remboursement des emprunts Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	600 051	241 570	358 481	424 408

Association IFAIR

PASSIF	31-déc.-24	31-déc.-23
Fonds associatifs sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds associatifs avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Ecart de réévaluation Réserves et écarts de réévaluation Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres réserves Report à nouveau Exédent ou déficit de l'exercice	 201 643 15 248	 191 235 10 408
SITUATION NETTE	216 891	201 643
Fonds propres consommables Subvention d'investissement Provisions réglementées	 87 023	 100 940
TOTAL FONDS PROPRES	303 914	302 583
Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES		
Provisions pour risques Provisions pour charges	 7 625	 7 625
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 625	7 625
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) Emprunts établissements financiers Emprunts et dettes financières diverses Dettes Fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes sociales Dettes fiscales Dettes sur immobilisations Autres dettes Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance	 15 241 5 950 24 449 1 302	 22 449 9 244 27 768 1 239
TOTAL DES DETTES	46 942	114 200
TOTAL GENERAL PASSIF	358 481	424 408
FONDS DE ROULEMENT EXCEDENT (+) BESOIN (-) FINANCEMENT D'EXPLOITATION TRESORERIE	194 640 9 183 203 822	193 681 42 726 236 407

COMPTE DE RESULTAT	Montant		% des Produits		Var N/N-1
	31-déc.-24	31-déc.-23	31-déc.-24	31-déc.-23	
Cotisations	2 186	2 020	0.6%	0.4%	8.2%
Ventes de biens - dont ventes de dons en nature	3 520	6 920	0.9%	1.5%	-49.1%
Ventes de prestations de services - dont parrainages	77 256	119 907	19.5%	26.4%	-35.6%
Ventes de biens et services	80 776	126 827	20.4%	27.9%	-36.3%
Concours publics et subventions d'exploitation	308 088	324 179	77.9%	71.3%	-5.0%
Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommptible					
Ressources liées à la générosité du public Dons manuels Mécénats Legs, donations et assurances-vie					
Contributions financières					
Produits des tiers financeurs	308 088	324 179	77.9%	71.3%	-5.0%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 226		1.1%		
Autres produits	2	1 325	0.0%	0.3%	-99.8%
PRODUITS D'EXPLOITATION	395 278	454 351	100%	100%	-13.0%
Achats consommés de marchandises		300		0.1%	-100.0%
Achats consommés de matières consommables	19 598	19 072	5.0%	4.2%	2.8%
Achats de sous-traitance					
Autres achats	24 068	30 930	6.1%	6.8%	-22.2%
Services extérieurs	113 183	122 765	28.6%	27.0%	-7.8%
Aides financières					
Impôts & taxes	2 482	2 383	0.6%	0.5%	4.2%
Salaires & traitements bruts	193 364	225 357	48.9%	49.6%	-14.2%
Charges sociales	31 002	42 219	7.8%	9.3%	-26.6%
Dotations aux amortissements	32 682	41 515	8.3%	9.1%	-21.3%
Dotations aux provisions					
Reports en fonds dédiés					
Autres charges	608	4	0.2%	0.0%	x 171
CHARGES D'EXPLOITATION	416 987	484 542	105%	107%	-13.9%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-21 709	-30 191	-5.5%	-6.6%	ns
QUOTE-PART OPERATIONS EN COMMUN					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés	2 418	2 283	0.6%	0.5%	5.9%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Produits financiers	2 418	2 283	0.6%	0.5%	5.9%
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions					
Intérêts et charges assimilées	178	245	0.0%	0.1%	-27.3%
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Charges financières	178	245	0.0%	0.1%	-27.3%
RESULTAT FINANCIER	2 240	2 038	0.6%	0.4%	9.9%

COMPTE DE RESULTAT	Montant		% des Produits		Var N/N-1
	31-déc.-24	31-déc.-23	31-déc.-24	31-déc.-23	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion					
Produits exceptionnels sur opérations en capital	34 717	38 681	8.8%		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges					
Produits exceptionnels	34 717	38 681	8.8%	8.5%	-10.2%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		120		0.0%	-100.0%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital					
Dotations aux amortissements, dépréciations et transferts de charges					
Charges exceptionnelles		120		0.0%	-100.0%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	34 717	38 561	8.8%	8.5%	-10.0%
Participation des salariés					
Impôt Société					
RESULTAT NET	15 248	10 408	3.9%	2.3%	46.5%
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Bénévolat					
Prestation en nature					
Dons en Nature					
Contributions volontaires en nature					
Secours en nature					
Mise à disposition des biens et services					
Personnel bénévole					
Emploi des contributions volontaires en nature					

Annexe des Etats de Synthèse au 31-12-2024

1 - Préambule

L'exercice social clos le 31-12-2024 a une durée de 45657 mois

L'exercice précédent clos le 12-1-1900 avait une durée de 45291 mois

Le total des produits d'exploitation de l'exercice s'élèvent à : 395 278 €

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 358 481 €

Le résultat net comptable est un bénéfice de 15 248 €

2 - Evénements significatifs et faits caractéristiques :

► **Présentation de l'entité**

Créée en 1994, l'association IFAIR (Insertion Formation Animation Individualisée pour Réussir) a pour vocation d'aider les personnes en difficulté en leur proposant plusieurs services de mobilité (mise à disposition de cyclomoteurs, atelier de réparation, formation à la mobilité...)

D'abord implantés à Evreux, ensuite à Louviers en 1999, nous n'avons cessé de développer des solutions de mobilité pour arriver aujourd'hui à notre dispositif actuel : 2 pôles mobilité qui permettent d'accueillir plus de 850 personnes par an.

► **Les actions sociales réalisées**

Aujourd'hui, l'association IFAIR est implantée sur deux territoires : Seine Eure Agglomération (Louviers) et Evreux Portes de Normandie (Evreux). Le personnel de l'association se répartit selon leurs compétences sur les deux sites

Les actions sociales réalisées à Evreux :

- Mise à disposition de deux-roues
- Animation mécanique et sociale éducative
- Garage social 2 roues
- Formation à la mobilité des publics et partenaires
- Conseil et accompagnement à la mobilité
- Ingénierie et accompagnement des entreprises à la mobilité

Les actions sociales réalisées à Louviers :

- Transport à la demande
- Mise à disposition de deux-roues
- Garage social 2 roues et 4 roues
- Conseil et accompagnement à la mobilité
- Diagnostic mobilité
- Auto-école sociale
- Vélo-école
- Animation mécanique et sociale éducative
- Ingénierie et accompagnement des entreprises à la mobilité

► **Changement de méthode ou d'estimation et impact**

Il n'y a eu aucun changement de méthode ou d'estimation sur l'exercice.

► **Faits caractéristiques de l'exercice**

Aucun fait caractéristique n'est intervenu au cours de l'exercice.

► **Evènements postérieurs**

Aucun évènement significatif postérieur à la date de clôture n'est à signaler.

3 - Règles et méthodes comptables :

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

► Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires) ou à leur coût de production après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les frais accessoires représentent l'ensemble des coûts engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner. Ils sont obligatoirement immobilisés.

► Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

► Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

► Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

► Subventions

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

- Subventions de fonctionnement : elles sont réparties au prorata temporis.

- Subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis : ces subventions qui n'ont pas été encore utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont comptabilisées en fonds dédiés (en produits constatés d'avance au 31-12-2023 pour 42.000€).

- Subventions d'investissement : Elles sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

Par mesure de prudence, les subventions notifiées et pour lesquelles le versement en totalité est subordonné à la validation par l'autorité publique du compte rendu d'exécution, sont comptabilisées au moment de leur encaissement et non dès leur notification.

4 - Notes sur le bilan actif :**► Actif immobilisé****• Mouvements des immobilisations de l'exercice****▪ Immobilisations brutes**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	361 889	25 847	21 834	365 902
Immobilisations financières	7 809			7 809
TOTAL	369 698	25 847	21 834	373 711

▪ Amortissements et dépréciations d'actif

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	230 721	32 682	21 834	241 570
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	230 721	32 682	21 834	241 570

▪ Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortissem Dépréciation	Valeur nette	Durée
Matériels & outillages	59 990	40 613	19 377	1 à 7 ans
Installations générales	109 633	38 581	71 052	1 à 15 ans
Matériels de transport	184 783	150 879	33 904	2 à 5 ans
Matériel bureau & informatique	11 497	11 497		2 à 3 ans
TOTAL	365 902	241 570	124 332	

► Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actifs immobilisé	7 809		7 809
Actifs circulant & charges d'avance	226 340	226 340	
TOTAL	234 149	226 340	7 809

► Provisions pour dépréciation

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers					
Comptes financiers					
TOTAL					

► Produits à recevoir par poste du bilan

Produits à recevoir	31-déc.-24	31-déc.-23
Clients		
Personnel		
Organismes sociaux		
Etat et autres collectivités publiques		
Autres créances	222	
TOTAL	222	

5 - Notes sur le bilan passif :

► Tableau de variation des Fonds Associatifs

La variation des fonds associatifs s'analyse comme suit sur la période :

Libellés	Montant à l'ouverture	Mouvements en +	Mouvements en -	Montant à la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau débiteur				
Report à nouveau créditeur	191 235	10 408		201 643
Résultat	10 408	15 248	10 408	15 248
TOTAL	201 643	25 656	10 408	216 891

Association IFAIR

► Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	A un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit (A)	15 230	7 273	7 957	0
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	5 950	5 950		
Dettes fiscales & sociales	25 751	25 751		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	46 931	38 973	7 957	0
(A) Dont emprunts contractés sur la période		Dont emprunts remboursés		7 204

► Dettes représentées par des effets de commerce

Origine des effets de commerce	31-déc.-24	31-déc.-23
Dettes financières		
Fournisseurs et assimilés		
Autres dettes		
TOTAL		

► Charges à payer par poste du bilan

Charges à payer	31-déc.-24	31-déc.-23
Emprunts et dettes établissement de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	11	15
Fournisseurs	2 580	2 400
Dettes sociales	18 403	15 060
Dettes fiscales	1 195	1 094
Autres dettes		
TOTAL	22 189	18 569

6 - Notes sur le compte de résultat :

► Ventilation des Produits

Les produits se décomposent de la manière suivante :

	31-déc.-24		31-déc.-23		Var	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produits	395 278	100%	454 351	100%	-59 074	-13%
Chiffre d'affaires	80 776	20%	126 827	28%	-46 052	-36%
Subventions	308 088	78%	324 179	71%	-16 091	-5%
Autres produits	6 414	2%	3 345	1%	3 069	92%

Association IFAIR

► Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

	31-déc.-24	31-déc.-23
Produits financiers	2 418	2 283
Produits financiers de participations		
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits des autres valeurs mobilières et créances	2 418	2 283
Gains de change		
Produits nets sur cession de V.M.P.		
Reprises sur provisions pour risques financiers		
Autres produits financiers		
Charges financières	178	245
Intérêts et charges assimilées	178	245
Charges nettes sur cessions de V.M.P.		
Pertes de change		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Autres charges financières		
RESULTAT FINANCIER	2 240	2 038

► Tableaux relatifs aux produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel peut se décomposer de la manière suivante :

	31-déc.-24	31-déc.-23
Produits exceptionnels	34 717	38 681
Sur opérations de gestion		
<i>Dédits et pénalités perçues sur achats et ventes</i>		
<i>Autres</i>		
Sur opérations en capital	34 717	38 681
<i>Produits de cession des éléments d'actif</i>	6 500	
<i>Autres</i>	28 217	38 681
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<i>Reprises sur provisions sur risques exceptionnels</i>		
<i>Transfert de charges exceptionnelles</i>		
Charges exceptionnelles		120
Sur opérations de gestion		120
<i>Pénalités, amendes fiscales et pénales</i>		
<i>Autres</i>		120
Sur opérations en capital		
<i>Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés</i>		
<i>Autres</i>		
Dotations aux provisions		
<i>Dotations aux amortissements exceptionnels et provisions réglementées</i>		
<i>Dotations aux provisions pour risques exceptionnels</i>		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	34 717	38 561

7 - Autres informations :

► Engagements en matière de retraite :

Le montant des engagements retraite à la fin de l'exercice, calculé suivant la méthode actuarielle, au taux de 3.7% s'élève à 11 855 €, engendrant une variation de 1 379 € par rapport à l'exercice précédent.

► Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	Intérimaires	Total
Cadres	1		1
Agents de maîtrise & techniciens	3		3
Employés	3		3
Ouvriers			
Apprentis sous contrat			
TOTAL	7		7

► Mise à disposition locaux

Les prestations en nature fournies par la ville d'Evreux, telle que la mise à disposition gratuite des locaux situés à Evreux, n'ont pas pu être évaluées dans les comptes de l'association du fait de l'absence de communication de l'information par la ville.

► Volontariat Associatif

L'application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 rend obligatoire la comptabilisation des contributions volontaires en nature dans les comptes. Les associations doivent valoriser tous les moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions surtout que leur modèle économique repose essentiellement sur le bénévolat.

Les associations qui feront le choix de ne pas les comptabiliser seront amenées à justifier dans l'annexe cette décision et de préciser la nature et l'importance des contributions volontaires.

Dans le cadre de ses actions sociales l'association ne fait pas appel au bénévolat associatif. Par conséquent, aucune valorisation n'est à comptabiliser dans les comptes 2024.

► Rémunération des trois plus hauts cadres (bénévoles ou salariés)

Cette information est mentionnée de manière distincte en terme de rémunération et d'avantage en nature mais ne doivent pas être individualisés.

Il est précisé que les dirigeants de l'association sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération en contrepartie de leur fonction.

De plus, il est rappelé que seul un salarié est employé sous le statut cadre.

Compte tenu de ces deux remarques, l'association a décidé de ne pas mentionner cette information qui reviendrait à communiquer des données individuelles.